

Voeu Pass Culture

Dans la journée du 30 janvier, les personnels des collèges et lycées ont appris, bien souvent par des voies détournées et non par une communication officielle, le gel, à compter du 31 janvier, des fonds alloués à la part collective du Pass Culture.

L'argument invoqué, pour tenter de justifier cette décision brutale est le lissage sur l'année civile des crédits dédiés à la part collective du Pass Culture, afin de garder des fonds disponibles pour le début de la prochaine année scolaire. Mais en réalité, les crédits pour l'année 2025 (72 millions d'euros) sont inférieurs aux crédits mobilisés en 2024 (97 millions d'euros). Le gouvernement fait donc le choix de ne pas financer à la même hauteur que l'an dernier ce dispositif pour des raisons d'économies budgétaires. Depuis vendredi, les témoignages de nos collègues affluent : visites de musées, ateliers artistiques (chants, théâtre), ateliers d'écriture, rencontres avec des écrivains, des réalisateurs, des scientifiques, des artistes ... C'est tout ce qui permet aux élèves, quel que soit leur milieu d'origine, de s'ouvrir au monde, de découvrir la culture, d'apprendre, de grandir, de s'émanciper, de se nourrir intellectuellement, de sortir, au sens propre comme figuré, de leur établissement et de leur lieu de vie, en un mot, la mission essentielle de l'École est remise en cause. Cette décision est un renoncement aux conséquences désastreuses pour nos élèves.

Par ailleurs, une fois encore, la méthode employée est bien peu respectueuse du travail des personnels. Pas ou peu d'informations officielles, des rumeurs, des informations différentes selon les académies... et un délai de 24h pour valider les projets sur Adage ! Course contre la montre pour tenter de concrétiser des projets, blocages, plateforme défaillante et, au final, des heures de travail pour rien, des projets qui sont brutalement arrêtés. Nos collègues ont eu la terrible impression de revivre l'épisode peu glorieux des HSE de l'année dernière. La colère est grande face à cette nouvelle preuve de mépris pour le travail des personnels.

Ces méthodes sont insupportables, elles discréditent la parole et l'engagement de l'État et donc des agents qui la portent localement, et doivent cesser.

Les représentants élus de la FSU, de l'UNSA Education, de la FNEC FP FO, de la CFDT EFRP, du SNALC exigent le maintien du budget alloué à la part collective du Pass Culture pour l'année scolaire 2024-2025 et que les projets initiés cette année puissent tous être menés à leur terme pour les élèves et par respect pour tous les personnels engagés.

Nous soutiendrons toutes les mobilisations des personnels avec les acteurs de la Culture pour le rétablissement des crédits et des projets engagés.